

Chapitre 7

Initiatives des jeunes dans un contexte d'extrémisme : le cas tchétchène

Evgeniya Goryushina

En République tchétchène, les initiatives des jeunes s'inscrivent dans un contexte directement influencé par l'extrémisme, la participation des jeunes à des groupes armés et leur marginalisation sociale. Notre article constate que la jeunesse de Tchétchénie est extrêmement fragmentée et se trouve en danger d'exclusion sociale, du fait du chômage et du manque d'accès à l'éducation, ainsi que de l'influence d'une propagande extrémiste qui offre une alternative à la réalité sociale et une affirmation identitaire via le radicalisme religieux et la participation au djihad. Principalement fondé sur des descriptions et données empiriques relatives à la situation actuelle des jeunes en Tchétchénie, le présent article étudie les importantes coupures avec la société dominante qui existent au sein des différents groupes sociaux de jeunes en République tchétchène. Il n'existe pratiquement pas d'études sur ces réalités pour les jeunes Tchétchènes, mais les thèmes abordés dans ce texte reposent sur des recherches menées ces cinq dernières années sur l'extrémisme en Tchétchénie³⁴.

34. Les recherches ont été menées dans le cadre des projets suivants, au Centre scientifique Sud de l'Académie russe des sciences : « La sécurité de l'information dans l'environnement des jeunes, facteur de lutte contre l'extrémisme » (MK-1421.2012.6) ; « Système d'information sur le terrorisme dans le sud de la Russie » (2010-2011), et « Technologies de l'information pour l'analyse et la prévision des mouvements de protestation, de l'extrémisme et du terrorisme » (2012) ; et à l'Università degli Studi di Roma, La Sapienza : « La Tchétchénie moderne dans les relations UE-Russie », projet mené dans le cadre du « Renforcement multidisciplinaire des capacités pour une meilleure coopération économique, politique et universitaire entre l'Union européenne et la Fédération de Russie » (MULTIC), programme Erasmus Mundus (2013-2014).

L'ABSENCE DE TRAVAIL, SOURCE D'ÉMIGRATION ET DE LIENS AVEC DES GROUPES ARMÉS

Les jeunes de Tchétchénie sont entravés dans leurs efforts pour entamer une carrière professionnelle gratifiante et, plus généralement, pour atteindre leurs objectifs de carrière à long terme. Cela s'explique à l'évidence par leur accès à l'éducation. Les universités publiques et les universités privées réputées se concentrent à Moscou (plus de 64), alors que la Tchétchénie ne compte que trois universités. Ce fort contraste incite souvent les jeunes à déménager dans la capitale ou dans les grandes villes du sud de la Russie. Ce flux déjà existant s'est renforcé, aboutissant à ce qui a été largement vu à Moscou comme une invasion de demandes d'inscriptions d'étudiants de Tchétchénie et des autres républiques du Caucase dans les universités moscovites. Le phénomène a commencé en 2005, à la fin de la phase active de la seconde guerre de Tchétchénie, les officiels ayant décidé qu'un geste à l'égard des étudiants du district fédéral du Sud (DFS) contribuerait à empêcher les groupes terroristes de recruter des jeunes (Sanin, 2013 ; *Pochemu molodezh' uhodit v les ?*, 2014).

Les étudiants tchétchènes peuvent s'inscrire dans les universités de la capitale selon deux modalités : via un programme de bourses publiques ou via des critères d'admission communs. Les étudiants tchétchènes s'inscrivent le plus souvent dans le cadre du quota mis en place et étudient gratuitement, les frais étant pris en charge par le budget national. Cela suscite des tensions, compréhensibles, avec les étudiants d'ethnie russe, qui envient aux Tchétchènes les avantages dont ils bénéficient en début de cursus. D'après A. Grazhdankin, expert membre de l'ONG indépendante Centre Levada, ces étudiants sont généralement des jeunes bien éduqués qui comprennent le contrôle croissant des autorités russes sur leur vie privée, et il est impossible d'influencer le gouvernement. Il souligne aussi :

« [...] En raison du niveau élevé de corruption en Russie, les jeunes qui souhaitent y créer une entreprise ou même y mener des recherches scientifiques ne peuvent réaliser leurs ambitions qu'en trempant dans la corruption, et gardent constamment à l'esprit que leur vie privée pourrait être détruite à tout moment du fait d'un conflit avec les autorités » (Osharov, 2013).

Ces spécificités des conditions d'entrée sur le marché du travail, associées aux situations personnelles, jouent un rôle majeur dans le départ des jeunes à l'étranger. Le nombre de migrants en provenance de République tchétchène a récemment connu une très forte hausse. Dans les premières semaines de mai 2013, 1 943 Tchétchènes avaient demandé l'asile en Pologne, contre seulement 616 en janvier 2013. Début 2014, les autorités polonaises avaient pris plus de 14 000 décisions sur le statut de réfugié, dont quelque 83 % concernaient des ressortissants russes tchétchènes (« A record number of Chechen refugees fixed in Poland in 2013 »). L'enquête menée par l'organisation publique interrégionale Centre de l'initiative Caucase explique cette tendance à l'augmentation du nombre de réfugiés de Tchétchénie. Elle montre que 78 % des jeunes de Tchétchénie n'envisagent pas leur carrière en Russie, mais à l'étranger. L'enquête a consisté en entretiens, en septembre et octobre 2012, avec 1 120 Tchétchènes inscrits à l'université (856 hommes et 264 femmes) (*Zhurnal "Dosh" opublikoval itogi sociologicheskogo issledovanija sredi studentov chechenskih vuzov*).

Ceux qui ne peuvent partir à l'étranger et sont contraints de rester en République tchétchène échouent souvent à trouver du travail, ou n'en trouvent qu'à un poste ne correspondant pas à leurs qualifications. Ils commencent souvent par des emplois faiblement rémunérés et les conservent un certain temps, ce qui rend difficile de subvenir aux besoins d'une famille. D'après des données pour 2012, la République tchétchène connaissait un taux de chômage de 29,81 % alors que la moyenne nationale en Fédération de Russie était de 5,46 %. Moscou enregistrait le taux de chômage le plus faible (0,81 %) et l'Ingouchie le plus élevé (47,70 %). En 2012, le nombre total de Tchétchènes au chômage était de 178 000 (« Niveau de chômage en République tchétchène selon le Service fédéral de la statistique »). Ces chiffres mettent en évidence un énorme écart entre le « centre » développé de l'État russe et sa « périphérie » au regard du niveau de chômage et des avantages sociaux. D'après plusieurs sources non officielles, quelque 70 % de la population jeune de Tchétchénie est au chômage. Le manque d'emplois adaptés aux jeunes entraîne une tendance bien établie, celle du départ des jeunes à la recherche de travail en dehors de la république. Il existe ainsi une émigration de travail des jeunes Tchétchènes, sinon au-delà des frontières de la Fédération de Russie, du moins vers les grands centres régionaux, ou parfois vers des formes de survie alternatives ; on emploie parfois l'expression « partir en forêt » pour désigner l'engagement dans la radicalisation religieuse et la participation à des groupes armés (Nichol, 2009; Zeti et Zhirukhina, 2012).

Cette forme alternative de survie chez les jeunes peut être analysée à travers la structure par âge des groupes extrémistes du Nord-Caucase. Pour la période 2010-2011, la proportion de jeunes de moins de 25 ans dans les groupes armés était d'environ 30 %, et environ 50 % des membres avaient moins de 35 ans. Début 2013, cependant, la structure d'âge des groupes armés avait changé en faveur d'une génération plus ancienne. La part des jeunes de moins de 25 ans était passée à 10-20 % tandis que celle des adultes avait augmenté (50-60 % entre 25 et 35 ans, et 20-35 % de plus de 35 ans) (Session de compte rendu du programme « Système d'information sur le terrorisme dans le sud de la Russie »).

Ces chiffres montrent un pourcentage relativement élevé de participation de jeunes à des groupes armés, groupes qui ont opté pour un autre mode de lutte pour la survie économique et s'appuient sur des idéologies clairement très différentes des valeurs fondées sur les droits civiques (Logvinov, 2011). Dans ce cas, l'extrémisme des jeunes est une forme de contestation sociale et politique, découlant de l'exclusion de la société et d'un éloignement par rapport aux valeurs traditionnelles de la société civile du Caucase. Dans la communauté universitaire et dans les médias, une telle contestation est considérée comme une opposition radicale (Kramer, 2004-2005), une lutte fondée sur le radicalisme religieux qui se focalise sur le djihad contre le pouvoir politique fédéral en place et contre le gouvernement de la république. Certains admettent aussi qu'elle peut constituer une échappatoire attirante devant le chômage et les difficultés que connaît actuellement la république. Quoi qu'il en soit, les différentes organisations extrémistes qui ciblent ainsi les jeunes réagissent négativement à la réalisation de projets légitimes de développement social et politique dans le Nord-Caucase. Pour elles, toutes les initiatives des autorités fédérales et républicaines, y compris dans le domaine de la santé, nuisent au développement spirituel de la population et visent essentiellement à éloigner les jeunes du djihad.

LIENS AVEC LA POLITIQUE EN RUSSIE, AU MOYEN-ORIENT ET EN OCCIDENT

À la lumière de ces tendances et de ces perspectives, il est nécessaire d'examiner les conséquences de la situation politique actuelle dans la région du Nord-Caucase. Presque toutes les activités locales de lutte contre l'extrémisme chez les jeunes reposent sur une grande proximité avec les pouvoirs publics et la sphère politique. Actuellement, fait significatif, les initiatives et projets visant les jeunes en Tchétchénie se concentrent sur le sport et sont de nature patriotique, s'appuyant sur les symboles attachés à l'identité des principaux dirigeants politiques en République tchétchène et en Fédération de Russie. Les noms de ces initiatives l'illustrent bien : il existe des mouvements de jeunes patriotes baptisés « Akhmad » (prénom du premier président tchétchène), « Ramzan » (prénom de l'actuel président) ou « Poutine » (nom du Président de la Fédération de Russie). Tous ces mouvements, avec d'autres, participent activement à la mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse et entretiennent des liens étroits avec les pouvoirs publics. Il en va de même pour l'« Union de la jeunesse tchétchène » qui rassemble des étudiants en Tchétchénie. Presque toutes ces organisations cherchent à créer une image positive de la jeunesse tchétchène dans les médias. Cependant, il est difficile d'évaluer les activités réelles de ces organisations du fait des nombreux vides dans la présentation de leurs projets sur internet.

Cette volonté de rassembler la jeune génération tchétchène sous la bannière d'un leader fort et autoritaire (par exemple Ramzan Kadyrov, actuel Président de la République malgré son passé de rebelle tchétchène et fils de l'ancien président Akhmad Kadyrov, assassiné en 2004) (« The North Caucasus : The Challenges of Integration (III), Governance, Elections, Rule of Law », 2013) constitue néanmoins une importante alternative (ou force d'opposition) à l'influence grandissante des attitudes djihadistes venues des pays du Moyen-Orient via les transitions politiques qu'ils traversent actuellement.

La plupart des Tchétchènes ne partagent ni la vision stratégique d'Al-Qaïda ni celle d'autres organisations islamistes. La majorité de la population tchétchène est fidèle à des traditions soufies modérées et rejette l'interprétation religieuse stricte et les buts politiques expansionnistes promus par les djihadistes arabes (Forsberg et Herd, 2005). Néanmoins, plusieurs commandants extrémistes tchétchènes de premier plan se sont alliés à de puissants extrémistes étrangers. Bien que certains commandants tchétchènes aient été radicalisés par des années de guerre, beaucoup d'autres ont surtout embrassé l'idéologie djihadiste par pragmatisme – pour bénéficier des financements de riches mécènes du golfe Persique (Vidino, 2005). Par conséquent, la situation actuelle au Moyen-Orient, et ses répercussions en Tchétchénie, a forcé de nombreuses autorités russes à faire pression sur le Président de la République pour qu'il prenne des mesures contre l'influence des djihadistes (Gammer, 2005). Par exemple, Ramzan Kadyrov a ordonné aux fonctionnaires et aux personnalités religieuses et publiques de Tchétchénie d'« instruire constamment les jeunes sur la vraie nature des événements en Syrie, afin d'empêcher l'éventuel recrutement de jeunes pour la participation à cette guerre » (« Chechen Leader Urges Youth Not to Fight in Syrian Conflict », 2013) ; Lukyanov, 2014).

Le Comité national antiterroriste a confirmé que la promotion de l'extrémisme dans le Nord-Caucase était provoquée et accentuée par ce type d'idéologie étrangère (Katz, 2001). De fait, les combattants issus du Nord-Caucase sont devenus de plus en plus visibles en ligne, ainsi que sur le terrain en Syrie. Avec un nombre croissant de combattants étrangers venus du monde arabe et d'Europe, ces combattants ont rejoint des émanations d'Al-Qaïda et des mouvements syriens pour lutter contre le régime de Bachar Al-Assad (Solovieva, 2013).

Cette situation est exacerbée par le fait que la Russie est absente du Partenariat euro-méditerranéen (EuroMed), qui est activement soutenu par l'Union européenne et dont les priorités du moment se concentrent sur une aide multisectorielle aux États fragiles d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Égypte, Autorité palestinienne, Libye, Tunisie, etc.). La non-participation de la Russie à cette plate-forme de coopération prive la jeunesse russe de l'occasion d'entrer dans un processus d'apprentissage interculturel et de dialogue interreligieux, ainsi que de prendre part à une construction de la paix fondée sur les valeurs d'une résolution des conflits adéquate dans un contexte multiculturel. En Russie, en particulier dans le Nord-Caucase, le dialogue interculturel et interreligieux entre chrétiens et musulmans est très limité et fortement entravé par plusieurs facteurs.

COUPURE AVEC LES TRADITIONS ET LES AÎNÉS

Dans ce contexte, les activités de jeunesse en République tchétchène connaissent une autre tendance importante, plus orientée vers la coopération en matière d'éducation spirituelle et morale à caractère musulman (« Youth organizations in Chechnya will replace the moral police ») ; les organisations de jeunesse de République tchétchène sont tenues d'observer les coutumes et le comportement public de la jeune génération. La foi et la religion modernes en Tchétchénie sont étroitement liées à la reconnaissance de l'autorité du chef de la république et de son influence politique (Russel, 2011).

La génération d'après la guerre a grandi délibérément isolée de la culture caucasienne authentique ; elle a perdu les liens culturels étroits qui existaient avec les générations précédentes, la Tchétchénie d'avant la guerre et l'ancien mode de vie. Avant la guerre, par exemple, il y avait à Grozny une très importante communauté russe (293 000 habitants, soit 23,1% de la population de la République en 1989 ; seulement 40 645, soit 3,7 % de la population, en 2002) (Site officiel du recensement national de la population de 2002 ; Service fédéral de la statistique de Fédération de Russie, 2013). Entre 1989 et 2002, la capitale a prospéré et on n'y observait pratiquement aucune tension ethnique. L'évolution démographique de la population russe en Tchétchénie montre un fort déclin du nombre d'habitants d'ethnie russe dans les années 1990, résultat d'un déplacement dont on peut dire, du point de vue russe, qu'il a revêtu le caractère d'un nettoyage ethnique. Il a fortement affecté, par la suite, la coexistence interethnique entre les populations tchétchène et russe. Certains ont tenté de lutter contre ces tendances et leurs effets. La récente création d'un « Code de conduite de la jeunesse tchétchène » (voir références bibliographiques ci-après) par le ministère tchétchène de la Politique nationale, de la Presse et de l'Information est particulièrement significative. Le document intègre des articles de la Constitution de la Fédération de Russie, des extraits du Coran, des hadiths, des contes populaires et même des conseils sur la façon de se comporter.

CONCLUSIONS

Les circonstances dans lesquelles vit la génération d'après-guerre en Tchétchénie – combinaison d'exclusion économique, culturelle et sociale dans un contexte de paradoxes, de contradictions et de tensions en lien avec le conflit, l'appartenance ethnique et la religion – appellent des mesures pour combattre l'extrémisme sous ses nombreuses formes. Les instruments russes et européens actuellement utilisés semblent nettement insuffisants. Les nombreuses coupures que connaissent les jeunes en Tchétchénie – avec l'emploi, entre générations, sur les questions de religion – ne sont que trop flagrantes et il est nécessaire que les chercheurs comme les politiques y prêtent une plus vive attention, en dialoguant davantage avec les jeunes de Tchétchénie et en cherchant à mieux les comprendre. Ce n'est qu'ainsi qu'on leur permettra d'établir des relations plus fortes entre leurs racines culturelles et ethniques et leur avenir économique et social.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

« A record number of Chechen refugees fixed in Poland in 2013 », www.news Balt.ru/detail/?ID=15166 (consulté le 15 octobre 2014).

« Chechen Leader Urges Youth Not to Fight in Syrian Conflict » (2013), *Ria Novosti*, <http://en.ria.ru/politics/20130618/181728820.html> (consulté le 27 juin 2013).

Code de conduite de la jeunesse tchétchène, www.chechnyatoday.com/downloads/kodex.docx (consulté le 19 août 2013).

Forsberg, T., Herd, G. P. (2005), « The EU, Human Rights, and the Russo-Chechen Conflict », *Political Science Quarterly*, 120, 3, p. 455-478.

Gammer, M. (2005), « Between Mecca and Moscow : Islam, Politics and Political Islam in Chechnya and Daghestan », *Middle Eastern Studies*, 41, 6, p. 833-848.

Katz, M. N. (2001), « Saudi-Russian Relations in the Putin Era », *Middle East Journal*, 55, 4, p. 603-622.

Kramer, M. (2004-2005), « The Perils of Counterinsurgency : Russia's War in Chechnya », *International Security*, 29, 3, p. 5-63.

Logvinov, M. (2011), « V lesa Severnogo Kavkaza molodezh' uhodit ne iz-za bezraboty » (Les jeunes partent en forêt dans le Nord-Caucase – pas à cause du chômage), www.regnum.ru/news/1464176.html (consulté le 14 janvier 2014).

Lukyanov, F. (2014), « Russia's Syria policy linked to Chechnya, terrorism », www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/01/terror-russia-bombing-sochi-caucus-volograd.html# (consulté le 15 janvier 2014).

Menon, R., Fuller, G. E. (2000), « Russia's Ruinous Chechen War », *Foreign Affairs*, 79, 2, p. 32-44.

Nichol, J. (2009), *Stability in Russia's Chechnya and Other Regions of the North Caucasus : Recent Developments*, Congressional Research Service, <http://fpc.state.gov/documents/organization/122956.pdf> (consulté le 13 janvier 2014).

Niveau de chômage en République tchétchène selon le Service fédéral de la statistique, http://уровень-безработицы.рф/чеченская_республика.aspx (consulté le 19 août 2013).

Osharov, R. (2013), *Sokrashhenie chislennosti molodezhi i uezhhajushhie student* (Diminution du nombre de jeunes et exil des étudiants), www.golos-ameriki.ru/content/russia-youth-emigration/1684101.html (consulté le 11 juin 2013).

Pochemu molodezh' uhodit v les ? (Pourquoi les jeunes partent-ils en forêt ?), <http://kavpolit.com/rasul-kudaev-pisma-iz-zindana-pochemu-molodezh-uxodit-v-les/?print> (consulté le 12 janvier 2014).

Russel, J. (2011), « Kadyrov's Chechnya – Template, Test or Trouble for Russia's Regional Policy? », *Europe-Asia Studies*, 63, 3, p. 509-528.

Sanin, G. (2013), *Znaniya – sile* (La connaissance – pour la force), www.itogi.ru/kriminal/2013/21/190128.html (consulté le 11 janvier 2014).

Service fédéral de la statistique de Fédération de Russie, évaluation de la population au 1^{er} janvier 2013, www.gks.ru/free_doc/new_site/population/demo/PrPopul.xls (consulté le 28 août 2013).

Session de compte rendu du programme « Système d'information sur le terrorisme dans le sud de la Russie », Centre scientifique Sud de l'Académie russe des sciences (SSC RAS), certificat d'enregistrement n° 2012612626, Fédération de Russie.

Site officiel du recensement national de la population de 2002, www.perepis2002.ru (consulté le 28 août 2013).

Solovieva, D. (2013), « Chechens Among Jihadists in Syria », *Al-Monitor*, www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/chechen-jihad-syria-boston-bombing.html (consulté le 18 octobre 2013).

« The North Caucasus : The Challenges of Integration (III), Governance, Elections, Rule of Law », International Crisis Group, rapport n° 226, 6 septembre 2013, www.crisis-group.org/~media/Files/europe/caucasus/226-the-north-caucasus-the-challenges-of-integration-iii-governance-elections-rule-of-law.pdf (consulté le 15 janvier 2014).

Vidino, L. (2005), « How Chechnya Became a Breeding Ground for Terror », *Middle East Quarterly*, www.meforum.org/744/how-chechnya-became-a-breeding-ground-for-terror (consulté le 17 octobre 2013).

« Youth organizations in Chechnya will replace the moral police », www.islamnews.ru/news-125631.html (consulté le 24 août 2013).

Zeti, P., Zhirukhina, E. (2012), « Information opposition to extremism as a way to reduce tension in the Northern Caucasus », *The Caucasus and Globalization, Journal of Social, Political and Economical Studies*, 6, p. 22-30.

Zhurnal Dosh opublikoval itogi sociologicheskogo issledovanija sredi studentov chechenskih vuzov (Le magazine *Dosh* publie les résultats d'une enquête sociologique auprès d'étudiants d'universités tchétchènes), www.kavkaz-uzel.ru/articles/218032/ (consulté le 14 janvier 2014).